

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 24 février au 28 février 2025

**UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI**  
 EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
 (ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

### Faits marquants

- ❖ **Djibouti** : Modernisation de la gestion des déchets avec l'AFD et l'UE
- ❖ **Soudan** : Rupture des relations diplomatiques et commerciales avec le Kenya
- ❖ **Tanzanie** : Zanzibar émet une obligation sukuk pour mobiliser 424 MUSD et financer des projets de développement

#### LE CHIFFRE A RETENIR

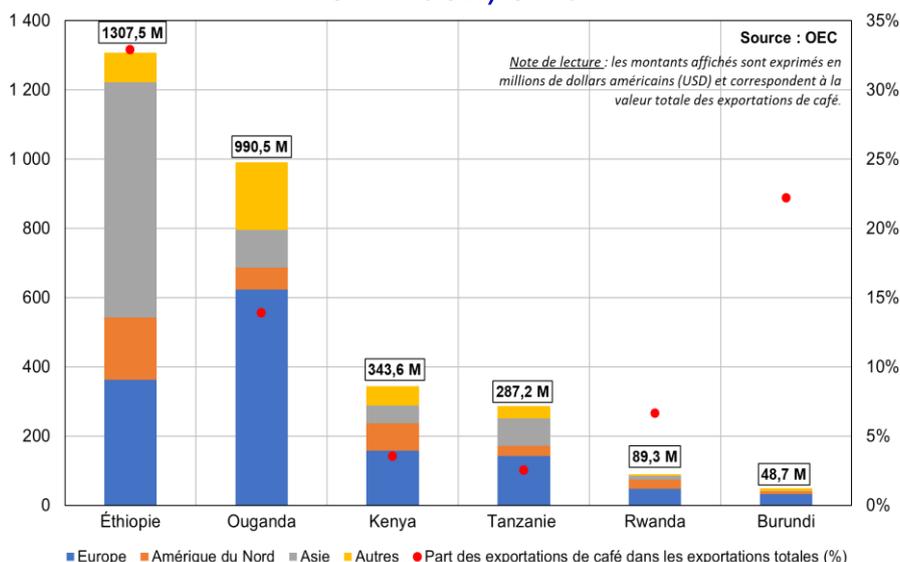
**900 MUSD**

C'EST LE MONTANT DE L'EURO-OBLIGATIONS QUE LE GOUVERNEMENT KENYAN SOUHAITE RACHETER

### Le graphique de la semaine

#### Afrique de l'Est : volume et part des exportations de café en 2023

- en M USD, et % -



Le café, l'une des principales matières premières produites en Afrique de l'Est, représente une part importante des exportations de pays comme l'Éthiopie (32,9 % de ses exportations totales), le Burundi (22,2 %), et l'Ouganda (13,9 %). L'Europe est le premier marché pour le café de la région, représentant 47,8 % des exportations, devant l'Asie (26,6 %) et l'Amérique du Nord (14,3 %). Lors du 3<sup>ième</sup> sommet du G25 (25 pays africains producteurs de café), en février 2025 à Dar Es Salam, des stratégies de développement ont été définies pour renforcer le rôle de ces exportateurs dans le commerce mondial du café et mieux valoriser les producteurs locaux.

## REGIONAL

### La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) obtient un financement de la Banque de développement allemande KfW

En partenariat avec l'Union européenne, la CAE et la Banque de développement allemande KfW ont signé quatre accords d'une valeur de 46 M EUR pour améliorer l'éducation, les systèmes de santé et les infrastructures de la région. Deux contrats, d'un montant de 30 M EUR, ont été signés dans le cadre du « Programme de gestion intégrée des ressources en eau du bassin du lac Victoria ». Ils portent sur l'extension des réseaux d'égouts en Ouganda et en Tanzanie, ainsi que sur la construction d'installations sanitaires et d'un réseau d'égouts au Kenya. 12 M EUR ont été alloués à l'amélioration des capacités de diagnostic rapide face aux maladies émergentes, notamment Ebola, la dengue, le COVID-19 et, les virus Marburg et Mpox. Enfin, dans le cadre du programme de bourses de la CAE, 4 M EUR seront consacrés aux étudiants poursuivant des études dans les domaines des STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) et de l'économie.

## BURUNDI

### Le Parlement approuve une loi sur la fiscalité des municipalités

Le 18 février 2025, le Parlement a adopté une nouvelle loi pour améliorer la gestion de la fiscalité municipale et renforcer l'autonomie financière des collectivités locales, afin d'optimiser leurs finances et garantir le respect de leurs obligations fiscales. La nouvelle loi accorde aux municipalités une plus grande autonomie dans la détermination, l'émission, la collecte et l'application des impôts, indépendamment du gouvernement central. Les taux d'imposition seront déterminés en fonction de plusieurs critères tels que le chiffre d'affaires, la localisation et la taille des zones imposables, avec un objectif de recettes fiscales estimé à 195 200 EUR. La loi introduit des règles simplifiées afin de garantir une équité pour l'ensemble des contribuables.

## COMORES

### Score de 21 pour les Comores à l'Indice de perception de la corruption de 2024

Selon l'Indice de perception de la corruption (IPC) de 2024, publié par *Transparency International*, le score des Comores a augmenté d'un point, atteignant ainsi 21 sur 100. Bien que ce score

s'améliore légèrement par rapport à 2023 (score de 20), il est en baisse par rapport à 2014 (26). Le score des Comores est par ailleurs inférieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne (33) et du monde (43). Plus le score se rapproche de 100, plus la perception de la corruption est faible. A l'échelle mondiale, les Comores se positionnent à la 158ème place en 2024 (162ème en 2023).

## DJIBOUTI

### Djibouti se dote d'un centre d'enfouissement technique (CET) pour moderniser sa gestion des déchets en partenariat avec l'AFD et l'Union européenne

Le gouvernement djiboutien, en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union européenne (UE), a lancé un programme de modernisation de la gestion des déchets solides, qui repose sur la construction d'un Centre d'enfouissement technique (CET) aux normes internationales, destiné à réduire l'impact environnemental des déchets grâce à un stockage sécurisé. Un centre de tri et de recyclage complétera ce dispositif, contribuant à l'économie circulaire et à la valorisation des déchets. En parallèle, un programme d'accompagnement social sera déployé en faveur des populations vulnérables, avec des actions de formation et de réinsertion professionnelle. Financé par l'UE dans le cadre du schéma directeur de gestion des déchets (SDGD), ce projet vise à transformer la gestion des déchets d'ici 2035 en supprimant les décharges illégales, en améliorant la santé publique et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en ligne avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

## ÉTHIOPIE

### Lancement d'un nouveau passeport électronique

Les services éthiopiens de l'immigration et de la citoyenneté (ICS) ont dévoilé le nouveau modèle du passeport électronique, doté d'une technologie biométrique, d'un cryptage avancé et de matériaux inviolables, améliorant ainsi la sécurité et la conformité aux normes internationales. Le système de délivrance des passeports a également été modernisé afin d'accélérer le processus. *Toppan Security Ethiopia*, qui délivrera les passeports, est une coentreprise entre le japonais *Toppan Securities* (51 %) et l'*Ethiopian Investment Holdings* avec ses filiales (49 %). La construction du site de production a débuté en mai 2024, avec un coût estimé à

55 MUSD. Une fois opérationnelle, l'usine aura une capacité de production annuelle de 5,6 M de passeports biométriques et 28 M de cartes bancaires. Dans l'attente du lancement de la production locale, prévu pour octobre 2025, l'ICS prévoit d'importer 1,5 M de passeports afin de répondre à la demande au cours des prochains mois.

### **L'Éthiopie signe un protocole d'accord avec l'ATIDI pour soutenir les projets d'énergie renouvelable en Partenariats Publics Privés**

L'Éthiopie a signé un protocole d'accord avec l'ATIDI (*African Trade & Investment Development Insurance*) pour créer un environnement favorable aux investissements étrangers dans les énergies renouvelables, grâce à la facilité régionale de soutien à la liquidité (RSLF) développée en partenariat avec Norad et la KfW. Cet accord devrait bénéficier aux producteurs d'électricité indépendants (IPPs) ou aux partenariats publics privés (PPP) qui pourront tirer parti du RSLF pour sécuriser les paiements dus par les entreprises publiques, renforçant ainsi la solvabilité d'Ethiopian Electric Power et la bancabilité des contrats d'achat d'électricité. L'Éthiopie devient le 11ème membre d'ATIDI à signer cet accord sur le RSLF, rejoignant le Kenya, l'Ouganda et Madagascar. Reposant principalement sur l'hydroélectricité, le pays souhaite diversifier son mix électrique en développant le solaire, l'éolien et la géothermie, et envisage d'étendre sa collaboration avec ATIDI à d'autres secteurs. Depuis sa création, le RSLF a approuvé des garanties à hauteur de 24,7 MUSD, facilitant 373,1 MUSD d'investissements et le développement de 181,9 MW de capacité en énergies renouvelables sur le continent.

## **KENYA**

### **Le gouvernement lance le rachat de 900 M USD d'euro-obligations pour alléger sa dette**

Le gouvernement a annoncé son intention de racheter une tranche de 900 M USD sur l'euro-obligation de 2,1 Mds USD émise en mai 2019. Initialement, cette émission était répartie en deux tranches : une obligation de sept ans, d'une valeur de 900 M USD avec un taux d'intérêt de 7 %, et une obligation de 12 ans, d'une valeur de 1,2 Md USD avec un taux de 8 %. Le rachat concerne la première tranche, qui devrait être amortie en trois paiements égaux de 300 M USD en 2025, 2026 et 2027. Il s'agit du deuxième rachat d'euro-obligations effectué par le Trésor, après une première opération en février 2024, quatre mois avant l'échéance prévue. Avec cette initiative, le gouvernement cherche à gérer ses obligations de remboursement de la dette tout en réduisant la pression financière immédiate.

### **Hausse de la valeur des exportations d'avocats kenyans en 2024**

Selon un rapport par le Département américain de l'Agriculture (USDA), malgré la baisse de 11,2 % de la production d'avocats au Kenya en 2024, la valeur de leurs exportations a augmenté de 11 %, atteignant 159 M USD. Cette hausse est due à l'augmentation de la demande d'avocats kenyans, ayant renforcé leur compétitivité sur les marchés internationaux. Les Pays-Bas se sont imposés comme la principale destination des avocats kényans, à 32 %, suivi des Émirats Arabes Unis (16 %), de l'Espagne (13 %), de la France (11 %) et de l'Allemagne (7 %). La production d'avocats devrait rebondir de 4 % en 2025, pour atteindre 585 000 de tonnes métriques, grâce à l'augmentation des terres consacrées à la production d'avocats et à l'amélioration du contrôle de la qualité, favorisant un meilleur rendement.

### **Augmentation des arrivées et des recettes du tourisme interne**

Selon le rapport sur les performances du tourisme en 2024, le Kenya a enregistré 2,4 millions d'arrivées internationales en 2024, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2023. Les recettes touristiques entrantes ont atteint 3,3 Md EUR en 2024, soit une augmentation de 19,79 % par rapport à 2023. À l'échelle continentale, l'Afrique est devenue le premier marché source, avec 40,8 % des arrivées, suivie de l'Europe (28,1 %), des Amériques (15,7 %) et de l'Asie (12,1 %). Selon la secrétaire d'État au tourisme, Rebecca Miano, cette progression est due à des interventions stratégiques telles que des campagnes de marketing, une meilleure diversification des produits touristiques, l'adoption de plateformes numériques et l'introduction de nouveaux vols réguliers.

## **MADAGASCAR**

### **Présentation de la note de conjoncture annuelle de la Banque mondiale**

Le rapport de la Banque mondiale (BM) présenté à Tananarive le 25 février, fait état d'une croissance économique de Madagascar de 4,2 % en 2024 et de prévisions de 4,7 % entre 2025 et 2027. Il rappelle cependant que 70% des malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté international, soit 2,15 USD par jour. Selon le rapport, la productivité des travailleurs à Madagascar est parmi les plus basses au monde, en raison notamment d'infrastructures médiocres. La Banque Mondiale recommande de renforcer l'accès à l'énergie et la connectivité numérique, de développer des infrastructures plus performantes et de favoriser l'émergence de

nouvelles entreprises. L'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance, la poursuite des réformes et une gestion plus rigoureuse des finances publiques sont aussi cruciales.

## MAURICE

### Hausse des arrivées et des recettes touristiques en 2024

Selon la Banque centrale de Maurice, le tourisme a poursuivi sa hausse en 2024, avec 1 382 177 touristes (soit +6,7 % par rapport à 2023), atteignant presque le montant de 2019 (1 383 488), année pré-COVID. Ce montant inclut les arrivées par voie aérienne et maritime. Les recettes fiscales sont également en augmentation (+8,8 %), s'affichant à 93,6 Md MUR (environ 1,9 Md EUR) en 2024. Selon *Statistics Mauritius*, les principaux marchés sont la France métropolitaine, qui est en tête avec 339 421 touristes, suivie du Royaume-Uni (158 188), de La Réunion (140 618), de l'Allemagne (123 825), de l'Afrique du Sud (106 542) et de l'Inde (56 788). En incluant la Réunion, 480 039 visiteurs viennent de France, soit 34,7 % du total des arrivées.

## OUGANDA

### L'URSB lance un programme pour réduire le taux de faillite des entreprises

L'*Ouganda Registration Services Bureau* (URSB) a lancé un programme de soutien aux entreprises afin de réduire le taux élevé d'échec entrepreneurial dans le pays, principalement lié au manque de compétences en gestion, à l'analphabétisme financier et à la faiblesse de la gouvernance d'entreprise. Aligné sur le Plan national de développement III, ce programme vise à renforcer la résilience du secteur privé et à stimuler la croissance économique du pays. Il propose des formations en gestion financière, en gouvernance et en stratégies de croissance durable, tout en sensibilisant les entrepreneurs à un usage responsable du crédit, considéré comme un levier de développement plutôt qu'un facteur de risque. Parallèlement, l'URSB met en place des mécanismes juridiques de restructuration pour prévenir les faillites et favoriser le redressement des entreprises en difficulté.

## RWANDA

### Augmentation du commerce en 2024 au poste-frontière de Cyanika

Selon le Ministère du Commerce et de l'Industrie, la valeur des échanges commerciaux au poste-frontière de Cyanika (Ouganda) a augmenté de 19 M USD en 2024, portée par la hausse des importations (passant de 9,6 M USD en 2023 à 12 M USD en 2024) et des exportations (de 1 M USD à 3,5 M USD sur la même période). Cette croissance s'explique par l'essor des échanges de produits alimentaires, de matériaux de construction et de sucre, favorisé par la reprise du commerce transfrontalier avec l'Ouganda et l'amélioration des infrastructures logistiques. Pour soutenir cette dynamique, le gouvernement rwandais investit dans la modernisation du poste-frontière, avec la construction d'un entrepôt de 732 m<sup>2</sup> et d'un parking pour poids lourds. L'implantation prochaine d'un guichet unique *One Stop Border Post* (OSBP) devrait également fluidifier les échanges et renforcer l'intégration économique régionale.

## SEYCHELLES

### Léger excédent de la balance primaire et stabilité de la dette publique en novembre 2024 en glissement annuel

Selon la Banque centrale des Seychelles, en novembre 2024, les finances publiques affichaient un léger excédent de +0,3 % du PIB (90,7 M SCR, soit environ 6 M EUR), contre 0,1 % en novembre 2023 ; la dette publique totale s'affichait à 18,4 Md SCR (1,2 Md EUR), soit 59 % du PIB, contre 60 % du PIB un an auparavant ; et la dette publique externe et la dette publique domestique s'établissaient respectivement à 29 % et 30 % du PIB.

## SOUDAN

### Rupture des relations diplomatiques et commerciales avec le Kenya

Une crise diplomatique est intervenue entre le Soudan et le Kenya à la suite de l'accueil, à Nairobi, de réunions organisées par la milice des forces de soutien rapide (RSF). A l'issue de ces réunions, celle-ci a signé avec d'autres mouvements armés et organes politiques d'opposition une charte prévoyant la formation d'un gouvernement parallèle au Soudan. En réaction, le ministère des Affaires étrangères a rappelé l'Ambassadeur du Soudan au Kenya et annoncé que le Soudan envisageait des mesures de rétorsion commerciale, incluant l'arrêt

des importations en provenance du Kenya et, éventuellement, l'interdiction de l'utilisation de l'espace aérien soudanais aux compagnies aériennes kenyanes. Le volume des échanges entre les deux pays reste limité, atteignant 77 MUSD en 2022. Cette année, les exportations soudanaises vers le Kenya se sont élevées à 6 MUSD, dont 5 MUSD de sorgho, contre 71 MUSD d'importations, principalement composées de thé (45 MUSD).

## SOUDAN DU SUD

### Projet de cartographie minière à grande échelle

Le gouvernement du Soudan du Sud va lancer une cartographie à l'échelle nationale, pour identifier les emplacements et la taille des gisements miniers. Selon le sous-secrétaire aux Mines, le pays possède d'importantes richesses minières, notamment de l'or, du cuivre, du zinc, du plomb, des terres rares, mais aussi de l'uranium, du fer et des diamants. À ce jour, l'or est le minerai le plus exploité, bien que les estimations des réserves restent assez floues (l'État d'Équatoria-Oriental serait la plus richement dotée). Toutefois, son exploitation reste largement artisanale, avec des chiffres de production incertains en raison d'une forte activité de contrebande. Selon l'*Observatory of Economic Complexity*, les exportations d'or ont atteint 27 M USD en 2023 avec très peu de traçabilité.

## TANZANIE

### Le port de Tanga (2<sup>ème</sup> port du Pays) affiche de très bons résultats sur le dernier semestre

Entre juillet 2024 et janvier 2025, les revenus du port de Tanga (au nord de la Tanzanie) se sont élevés à 19,2 MUSD soit en augmentation de +28,8 % par rapport à l'année précédente sur la même période et un doublement des revenus du port entre 2019 et 2023. Cette croissance fait suite à un investissement de 165,5 MUSD de la *China Harbour Engineering Company (CHEC)*, qui a permis d'augmenter la capacité du port à 1,2 million de tonnes (contre 470 000 en 2019). Les activités portuaires génèrent

près de 18 000 emplois directs pour le compte de 200 entreprises. Cependant, ce développement rapide du port et de l'industrie dans la région de Tanga entraîne un engorgement des axes routiers autour du port, ayant conduit le gouvernement à envisager des investissements à hauteur de 162 MUSD pour désenclaver l'accès au port.

### Zanzibar émet une obligation sukuk pour mobiliser 424 MUSD et financer des projets de développement

Une obligation sukuk est un produit financier dont la structure et les termes sont conformes à la charia qui prohibe l'usure. La situation budgétaire de Zanzibar ne permettant pas de financer de grands projets, le lancement de cette obligation, visant à lever 424 MUSD, servira à financer plusieurs projets dont la construction du terminal 4 de l'aéroport international Karume, des logements et un marché aux poissons ainsi que l'acquisition de bateaux de pêche. C'est la première fois qu'une obligation sukuk est émise par un pays d'Afrique de l'Est, Zanzibar s'inspirant du Nigeria, qui a déjà eu recours à ce type d'obligations avec succès. L'initiative a reçu le soutien du Programme de développement des Nations Unies (PNUD).